



REGLEMENT DE CONSULTATION

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CHAUFFERIE GAZ DE LA RESIDENCE HERMES

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES
Le 27/06/2023 à 12 heures

1 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 OBJET ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

La présente consultation concerne : TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CHAUFFERIE GAZ DE LA RESIDENCE HERMES située à la SEYNE sur MER

Elle est lancée en procédure adaptée (articles R. 2123-1 à R. 2123-8 du code de la commande publique).

1.2 CONTENU DU MARCHÉ

1.2.1 PRIX DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaires.

1.2.2 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois ferme.

1.2.3 DATE PREVISIONNELLE DE COMMENCEMENT DU MARCHÉ

30/07/2022

1.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

1.3.1 ALLOTISSEMENT

Les travaux, objet de la présente consultation, ne sont pas décomposés en lots car l'objet ne permet pas l'identification des prestations distinctes (article L. 2113-10 du code de la commande publique).

1.3.2 TRANCHES

Les travaux, objet de la présente consultation, ne sont pas décomposés en tranches.

1.3.3 PHASES

Les travaux, objet de la présente consultation, ne sont pas décomposés en phases.

1.4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES

Le cas échéant, les propositions techniques présentées par les opérateurs économiques demeurent leur propriété intellectuelle pour ce qui concerne leurs procédés. En cas d'usage ou de mise en œuvre de matériaux, de fournitures ou procédés de type nouveau, il sera demandé des garanties dont la durée et la nature ne sauraient être inférieures à celles qui découlent de la réglementation et des documents techniques généraux.

1.4.1 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

1.4.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES IMPOSEES

Sans objet.

1.4.2.1 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES LIBRES

Des prestations supplémentaires éventuelles libres sont interdites. L'opérateur économique a pour obligation de remettre une offre de base conforme aux documents de la consultation.

1.4.3 VARIANTES

1.4.3.1 VARIANTES IMPOSEES

Une variante imposée est prévue dans la présente consultation. L'opérateur économique a pour obligation de remettre une offre de base conforme aux documents de la consultation.

La variante souhaitée par l'acheteur est détaillée dans le CCTP et doit être chiffrée dans la DPGF : il s'agit ici de formuler l'offre de base pour une solution en multicouche et la variante pour une solution en polypropylène.

L'analyse permettra de définir si la variante est retenue par l'acheteur ou non, sur la base des critères définis dans la suite du présent règlement de consultation.

1.4.3.2 VARIANTES LIBRES

Les variantes libres sont interdites. L'opérateur économique a pour obligation de remettre une offre de base conforme aux documents de la consultation.

1.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage indique qu'il lui sera possible de conclure, avec le prestataire, un ou plusieurs marchés, sans publicité ni mise en concurrence, visant à la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées dans le cadre du présent marché, et ce, dans la limite de 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 PRIME

1.6.1 PRIMES

Sans objet pour le présent marché.

1.7 INSERTION

Sans objet pour le présent marché.

1.8 VISITE DE SITE

Les visites de site ne sont pas imposées. Toutefois, une visite unique est programmée sur site :

Le 14 juin 2023 à 10 heure.

**RESIDENCE HERMES
RUE PIERRE CURIE
83500 LA SEYNE SUR MER**

Les opérateurs économiques souhaitant visiter le site, devront contacter [LOGIREM](https://www.logirem.fr) via la plateforme <https://www.marches-securises.fr> pour signaler leur présence.

Aucune autre démarche n'est autorisée par le maître d'ouvrage, les visites se feront exclusivement dans le cadre indiqué ci-dessus.

Une attestation sera délivrée aux opérateurs économiques qui y assisteront. Ce document devra être joint à l'offre.

L'opérateur économique établira son offre en s'appuyant sur les informations qu'il aura collectées lors de la visite. L'opérateur économique sera réputé, lors de cette visite, avoir

pris en compte la spécificité de l'opération concernée et toutes les sujétions techniques inhérentes aux prestations objet du marché.

Cette visite a pour but d'assurer l'opérateur économique qu'il dispose de tous les éléments lui permettant l'exécution des prestations selon les modalités fixées dans le cadre du présent marché.

1.9 DOSSIERS TECHNIQUES (AMIANTE – PLOMB – PARASITES)

Sans objet pour le présent marché.

2 DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire + variante (DPGF)
- Les Plans des réseaux et les synoptiques

2.2 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur peut, s'il l'estime nécessaire, apporter au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la remise des candidatures et des offres, des modifications au dossier de consultation. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date fixée pour la remise des candidatures et des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 ECHANGES PENDANT LA CONSULTATION

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront contacter l'acheteur uniquement sur la plateforme www.marches.securises.fr.

3 PRESENTATION DE LA PROPOSITION - DÉMATÉRIALISATION OBLIGATOIRE

Les opérateurs économiques doivent **obligatoirement** déposer leur réponse par voie électronique.

La remise d'offres par voie électronique s'effectue uniquement au travers de la plate-forme MARCHES SECURISES : <https://www.marches-securises.fr>

Tout autre mode de transmission (notamment par papier, par mail ou télécopie) est proscrit pour la présente consultation. De telles candidatures et/ou offres seront déclarées irrégulières et ne pourront faire l'objet d'une régularisation.

En application de la réglementation des marchés publics (code de la commande publique), les opérateurs économiques sont dispensés de signer les documents de leur offre.

La signature de l'offre sera réclamée à posteriori auprès du seul attributaire. L'acheteur demandera à l'opérateur économique retenu d'utiliser la plateforme SUBLIC afin de signer électroniquement le marché.

Il sera donc demandé à l'attributaire de respecter les étapes suivantes :

- 1) S'inscrire sur la plateforme <https://subclic.com> en tant qu'entreprise principale**
- 2) Mettre à jour ses documents administratifs**
- 2) Accéder au marché pour le signer**

L'espace en ligne sur Subclic est entièrement sécurisé.

Les équipes de Subclic sont à disposition pour toute explication et sont joignables du lundi au jeudi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h30, via la rubrique Aide présente sur la plateforme ou au 09 72 55 93 56.

Une notice afin d'aider les opérateurs économiques lors de la transmission des plis est en annexe du présent RC (annexe 1 du RC).

4 CONTENU DE LA REPONSE

Aucune signature n'est imposée à ce stade, le marché sera signé entre l'acheteur et l'attributaire à l'issue de la procédure. L'acte d'engagement n'est pas exigé, il ne sera transmis qu'à l'attributaire du marché lors de l'information à l'opérateur économique retenu.

5 CANDIDATURE

L'opérateur économique devra remettre les pièces suivantes dans son dossier de candidature ou conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique le DUME rédigé en français :

CAPACITES	PIECES REQUISES POUR LA CANDIDATURE
JURIDIQUES	- DC1
	- DC2
ECONOMIQUES/ FINANCIERES	- CHIFFRE D'AFFAIRE : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
TECHNIQUES/ PROFESSIONNELLES	- REFERENCES : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

La capacité de l'opérateur économique sera appréciée au regard des éléments demandés dans cet article.

Pour les candidats étrangers, l'acheteur exige une traduction en français des éléments exigés à l'appui de leur candidature.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque opérateur économique produit l'ensemble des documents demandés ci-dessus.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs, il est interdit aux candidats de présenter pour le présent marché ou les lots suivants :

Plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements,

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire.

Si l'opérateur économique s'appuie sur un ou des sous-traitants, il devra remettre à l'acheteur, pour chaque sous-traitant, une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

L'opérateur économique remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

L'acheteur interdit, pour le présent marché que les tâches essentielles suivantes soient sous-traitées :

Fourniture du matériel

Installation des équipements, mise en service et réglage

L'acheteur interdit au titulaire du marché de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du marché, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

5.1 OFFRES

L'opérateur économique devra remettre les pièces suivantes dans son dossier d'offre :

PIECES REQUISES POUR L'OFFRE	
- DPGF	
- Mémoire technique	

L'offre économiquement la plus avantageuse sera jugée sur les critères suivant conformément aux dispositions des articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique :

Prix ou coût global (60 %)

Le critère du prix sera jugé sur le montant de la DPGF remise par le candidat pour son offre de base et son offre variante. Les entreprises seront notées proportionnellement de l'entreprise la moins-disante conforme à l'entreprise la plus disante conforme. L'entreprise la moins-disante conforme obtient la note maximale.

Valeur technique (40 %)

Moyens humains et matériel que le candidat s'engage à affecter à l'opération pour mener à bien le chantier, objet du marché : Noté / 10 points

- Encadrement : nombre, organisation hiérarchique, qualification et ancienneté (3 points)
- Personnel d'exécution (volume, ancienneté, aptitude technique et expérience des équipes de pose) (3 points)
- Modalités et moyens de contrôle du personnel intervenant (2 points)
- Présentation des moyens matériels affectés au chantier : liste et pertinence du matériel (qualité, adaptation à l'usage) (2 points)

Capacité organisationnelle du candidat : Noté / 15 points

- Gestion de l'installation du chantier : Moyens techniques pour l'installation de chantier : Plan d'installation prévisionnelle, dispositions pour le tri et le traitement des déchets, pour le Stockage, pour la gestion des stocks, pour la manutention (5 points)
- Assurer l'interface avec les habitants : Dispositions spécifiques prévues pour intervention en site occupé (moyen d'information, horaires d'intervention, procédure d'état des lieux, mode opératoire en site occupé, ...) (5 points)
- Désignation et disponibilité d'un interlocuteur unique désigné pour assurer l'interface avec les locataires (5 points)

Matériels et Produits : Noté / 15 points

Qualité des produits de la prescription et du matériel proposés pour ce marché en cohérence avec les travaux à exécuter : notamment la documentation des matériels et matériaux mis en œuvre avec fourniture des fiches techniques.

Sécurité du chantier et de ses abords : Noté / 10 points

- Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer la Sécurité des abords du chantier et notamment des flux d'approvisionnement (5 points)
- Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer la signalisation, information, communication et sensibilisation des différents publics (ouvriers du chantier, intervenants, habitants, etc....) (5 points)

Réalisation des travaux du démarrage au repli de chantier : Noté / 20 points

Descriptif des solutions envisagées en fonction des phases de travaux et des préconisations du CCTP, dans le cadre d'une optimisation description de la solution.

Transmission d'un planning clair et cohérent indiquant : noté/20

- Les différentes grandes étapes du chantier (8 points)
- Les arrêts partiels ou complets du service envisagés (4 points)
- La durée envisagée (8 points)

Organisation mise en place pour assurer l'interface avec les services de maintenance des équipements pendant les travaux : Noté / 10 points

- Méthodologie de prise en charge des équipements durant les travaux avec l'exploitant et moyens de communication avec l'entreprise (6 points)
- Gestion des astreintes (4 points)

Les entreprises seront notées proportionnellement de l'entreprise conforme ayant la meilleure note technique à l'entreprise conforme ayant la moins bonne note technique. L'entreprise conforme ayant la meilleure note technique obtient la note maximale.

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours.

6 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE

6.1 DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes pourra demander à tous les opérateurs économiques concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

6.2 DEMANDE DE PRECISIONS

L'acheteur pourra demander à tous les opérateurs économiques concernés de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Il pourra aussi solliciter des précisions concernant une offre lui paraissant anormalement basse. Cependant, l'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que ces demandes de précisions ne sont pas constitutives de négociations.

6.3 POSSIBILITE DE REGULARISATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les opérateurs économiques concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Cependant, l'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

6.4 NEGOCIATION DES OFFRES

Une négociation des offres est possible dans la présente consultation, néanmoins, l'acheteur précise que le marché pourra être attribué sans négociation sur la base des offres initiales.

7 CLOTURE DE LA PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE

7.1 MODALITE D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché ne pourra être attribué à l'opérateur économique retenu que sous réserve que celui-ci transmette dans un délai de 7 jours à compter de la demande de l'acheteur les documents ci-dessous. La non-production des éléments dans le délai imparti entraînera automatiquement le rejet de l'offre et par conséquent, l'élimination de l'opérateur économique. L'acheteur se réserve alors le droit de faire la même demande au second du classement et ainsi de suite.

R.I.B.

Déclaration sur l'honneur du candidat relative aux interdictions de soumissionner

Datée, signée tamponnée

Attestation de régularité fiscale (impôts sur le revenu ou sur les sociétés + TVA)

Attestation de vigilance - obligation de déclaration et de paiement des cotisations sociales

Certificat relatif aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès

Uniquement pour les professions libérales

Certificat relatif aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations de congés payés et de chômage intempéries

(voir article L. 731-1 du code du travail pour les activités professionnelles assujetties – uniquement BTP et sauf entreprise non concernée réglant directement les indemnités aux salariés)

Communication du numéro SIREN afin que l'acheteur puisse récupérer les informations de l'entreprise via le site internet : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> (conformément à l'article R.2143-9 1er alinéa du CCP modifié par l'art.3 du Décret n°2021-631 du 02/05/2021)

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou une attestation sur l'honneur que l'entreprise n'emploie pas de salariés étrangers

+

Une copie de la déclaration de détachement et une copie du document désignant le représentant de l'entreprise ou une attestation sur l'honneur que l'entreprise n'a pas recours à des salariés détachés

Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

Attestation d'assurance responsabilité décennale (à la date DOC - pour la durée du chantier) *Uniquement pour les marchés de travaux, les marchés de maîtrise d'œuvre ou encore les professions suivantes : architecte, technicien, bureau d'étude, ingénieur-conseil*

Les modalités de transmission sont les suivantes :

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le Titulaire dans le délai de 7 jours et sur la plateforme E-ATTESTATIONS à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte.

Dans le cas où l'attributaire pressenti n'est pas déjà inscrit sur cette plateforme, il recevra une invitation par mail et devra créer un compte gratuit sur E-ATTESTATIONS, pouvoir en apporter la preuve à l'Acheteur dans les 2 jours suivant l'invitation et y déposer les documents dans les 7 jours susmentionnés. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Pour recevoir cette invitation, l'attributaire indiquera dans son dossier de candidature son numéro SIRET et l'adresse mail de la personne habilitée.

En cas de difficulté pour la mise en ligne des documents administratifs, la plateforme met à disposition des aides en ligne « Aide et tutoriels » directement sur votre espace.

Le Titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis sur e-attestations.

La non-production des éléments dans le délai imparti entraînera automatiquement le rejet de l'offre et par conséquent, l'élimination de l'opérateur économique. L'acheteur se réserve alors le droit de faire la même demande au second du classement et ainsi de suite.

7.2 MISE AU POINT DU MARCHE

Il est possible, en accord avec l'opérateur économique retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

7.3 CLASSEMENT SANS SUITE DE LA PROCEDURE

Conformément aux dispositions des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code la commande publique, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

7.4 POSSIBILITE DE RECOURIR A UN MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-2 du code de la commande publique, l'acheteur aura la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence soit lorsqu'aucune candidature ou aucune offre n'a été déposées dans les délais prescrits soit seules des candidatures irrecevables ou des offres inappropriées ont été présentées pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées.